

La prise en compte de questions de sécurité alimentaire dans la recherche agricole



SANREM



GFAR

La prise en compte de questions de sécurité alimentaire dans la recherche agricole

Julia A. Earl
Abubaker Maddur
Constance L. Neely
Thomas L. Price
M. Carla Roncoli

Rédacteurs

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l' Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Tous droits réservés. Les informations ci-après peuvent être reproduites ou diffusées à des fins éducatives et non commerciales sans autorisation préalable du détenteur des droits d'auteur à condition que la source des informations soit clairement indiquée. Ces informations ne peuvent toutefois pas être reproduites pour la revente ou d'autres fins commerciales sans l'autorisation écrite du détenteur des droits d'auteur. Les demandes d'autorisation devront être adressées au Chef du Service de la gestion des publications, Division de l'information, FAO, Viale delle Terme di Caracalla, 00100 Rome, Italie ou, par courrier électronique, à copyright@fao.org

© FAO 2003

Avant-propos

En 1996, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a tenu le Sommet mondial de l'alimentation. Les Chefs d'Etat et de gouvernement ont réaffirmé, dans la Déclaration de Rome, «le droit pour chacun d'avoir accès à une nourriture saine et sûre, conformément avec le droit d'avoir une nourriture suffisante et le droit pour chacun de ne pas souffrir la faim». En retour, la volonté et l'engagement politiques «d'éradiquer la faim dans tous les pays et, dans l'immédiat, de réduire de moitié le nombre de personnes sous-alimentées d'ici à 2015 au plus tard» ont été proclamés. Depuis le Sommet mondial de l'alimentation, on estime que, au cours de la première moitié de cette décennie, seuls 37 pays sont parvenus à une diminution du nombre de personnes mal-nourries tandis que le nombre total de personnes souffrant de la faim dans le monde a même augmenté.

L'Objectif 3.4 de l'Engagement Trois du Plan d'action du Sommet stipule que «les gouvernements, en collaboration avec la communauté internationale et scientifique des secteurs privé et public, selon le cas, renforceront les systèmes nationaux de recherche de façon à développer des programmes coordonnés en appui à la recherche, pour la promotion de la sécurité alimentaire». Les Systèmes nationaux de recherche agricole (SNRA) ont été reconnus comme étant un des mécanismes clefs pour répondre au mandat contenu dans la Déclaration de Rome d'améliorer la sécurité alimentaire durable.

Ainsi, le mandat de développer ces lignes directrices, intitulé «La prise en compte de questions de sécurité alimentaire dans la recherche agricole,» résulte-t-il du Plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation. Pour déterminer les modalités de ce mandat, la FAO, le SANREM CRSP (Sustainable Agriculture and Natural Resources Management Collaborative Research Support Program) de l'Université de Georgie (Etats-Unis) et le Forum mondial de la recherche agricole (GFAR) ont organisé un dialogue entre les membres de la communauté internationale de recherche et développement. Une consultation électronique s'est tenue autour d'un noyau dur d'une trentaine d'experts représentant une variété de parties prenantes, afin d'en déterminer les résultats attendus, un cadre conceptuel, les questions clefs et les aspects organisationnels. La consultation électronique a été suivie d'une conférence électronique qui a réuni 400 personnes originaires de 50 pays, représentant des chercheurs des SNRA, des décideurs, des administrateurs, des organisations non-gouvernementales, des scientifiques, des groupes de producteurs, ainsi que des représentants d'organisations régionales et internationales et de la communauté des donateurs.

Ces lignes directrices comprennent des principes généraux et des références pour aborder la sécurité alimentaire durable; elles visent spécifiquement les décideurs de la recherche et les scientifiques des SNRA, ainsi que leurs partenaires institutionnels. Elles sont censées fournir aux institutions souhaitant améliorer leur programme de recherche une référence dans leurs efforts de planification stratégique, aussi bien à court qu'à long termes. Les approches et les principes présentés ici devraient être essayés, testés, et validés dans plusieurs domaines pilotes, et les leçons tirées de ces études pourraient être utilisées pour introduire des questions de sécurité alimentaire durable dans les programmes des SNRA sous les différentes conditions des diverses régions.

Ces événements électroniques ont été organisés sous la direction professionnelle de Abubaker Maddur, Fonctionnaire chargé de recherche agronomique à la FAO, et avec la coopération de Constance Neely, Directrice-adjointe de programme, au SANREM CRSP.



Dietrich E. Leihner
Directeur

Division de la recherche, de la vulgarisation et de la formation
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

Remerciements

Les rédacteurs souhaitent exprimer leur gratitude aux personnes suivantes pour leurs contributions sous forme d'interventions, d'idées et de réactions à la Consultation électronique, la Conférence électronique et la version préliminaire des lignes directrices. Nous leurs sommes reconnaissants de leurs contributions sans lesquelles la forme et le contexte de ce document n'auraient pas été possibles.

Abdalla A. Abdalla
Isabel Alvarez
Juliet Aphane
Jorge Ardila
Vethiaya Balasubramanian
Antonio J. Barroga
Noel Beninati
Michael Bertelsen
Tim Bostock
Gladys Buenavista
Roland Bunch
Fernando Chaparro
Mike Collinson
Horst Doelle
Mary Duffy
Florence Egal
Germán Escobar
Pierre Fabre
Seth Foster
Alan H. Fredeen
Folke Günther
Rama Kedarnath (Kedar) Jonnalagadda
Raanan Katzir
Shelleemiah Keya
Russell King
M. Lantin
Sahr H.B. Lebbie
Abubaker Maddur

Alain Marcoux
Luis Joel Martinez
Enrique Misle A.
Godfrey Miti
Henry K. Mwandemere
A.N. Mphuru
Lucio Munoz
Chanda Nimbkar
R.S. Paroda
Alex Percy-Smith
Liliana Pires
Odo Primavesi
Emilia Solis Quirós
M. Subhan Qureshi
Lena Arias Ramírez
Iean Russell
Patricia Scharlin
Emilia Solis
John Stenhouse
Prabhakar Tamboli
M. Tankou
Anna Temu
María Eugenia Villalobos
Alexander Von Der Osten
Thomas Whittaker
Michael A. Whyte
Patricio Yañez R.
Mohamed Sidki Zehni

Les membres de l'équipe de la conférence électronique étaient Isabel Alvarez, Rainer Krell, Abubaker Maddur, Henry Mwandemere, Wendy Truelove, Maria Zimmerman et Ester Zurberti de la FAO; Fernando Chaparro et Christian Hoste du Secretariat des NARS; et Julia Earl, Constance Neely (Moderatrice), Thomas Price, Carla Roncoli et David Stewart du SANREM CRSP. Il convient également de remercier Madame Kathleen Cason du SANREM CRSP, correctrice-rédactrice et monteuse.

Table des matières

1 Introduction	1
1.1 La Conférence électronique et la préparation des documents	1
1.2 La sécurité alimentaire dans le monde: une question de développement durable	2
1.3.1 Le rôle des SNRA dans la sécurité alimentaire	3
2 Questions ou thèmes clefs d'actualité	5
2.1 Les défis de la recherche	5
2.2 Les considérations de genre	6
2.3 Les limites de la portée	6
3 Les principes directeurs	9
3.1 La préparation du terrain	9
3.1.1 Une capacité institutionnelle et un environnement opérationnel améliorés	9
3.1.2 La mise en place de partenariats institutionnels et de processus de collaboration	11
3.2 L'établissement des priorités de la recherche	12
3.2.1 Le travail de terrain pour l'établissement des priorités	13
3.2.2 Les domaines prioritaires de la recherche	15
3.3 Approche et mise en œuvre de la recherche	19
3.3.1 Comprendre la vue d'ensemble	19
3.3.2 Rassembler les outils de réflexion	20
3.3.3 Le travail en collaboration: les écueils à éviter	23
3.4 L'évaluation des activités de recherche	23
3.4.1 Le suivi et l'évaluation participatifs	23
3.4.2 L'évaluation des technologies générées par la recherche	24
3.4.3 L'évaluation des effets de la recherche	25
3.4.4 L'évaluation des investissements dans la recherche	25
3.5 Vulgarisation et «tendre la main»	25
3.5.1 La traduction des résultats de la recherche en informations intelligibles	26
3.5.2 L'emploi des stratégies de «tendre la main»	27
3.5.3 La mise en œuvre de campagnes d'éducation et de sensibilisation	29
4 Recommandations: rôles et responsabilités	31
5 Conclusions	35
Références	37
Appendice	41
Questions posées pendant la Conférence électronique	41
Acronymes	45

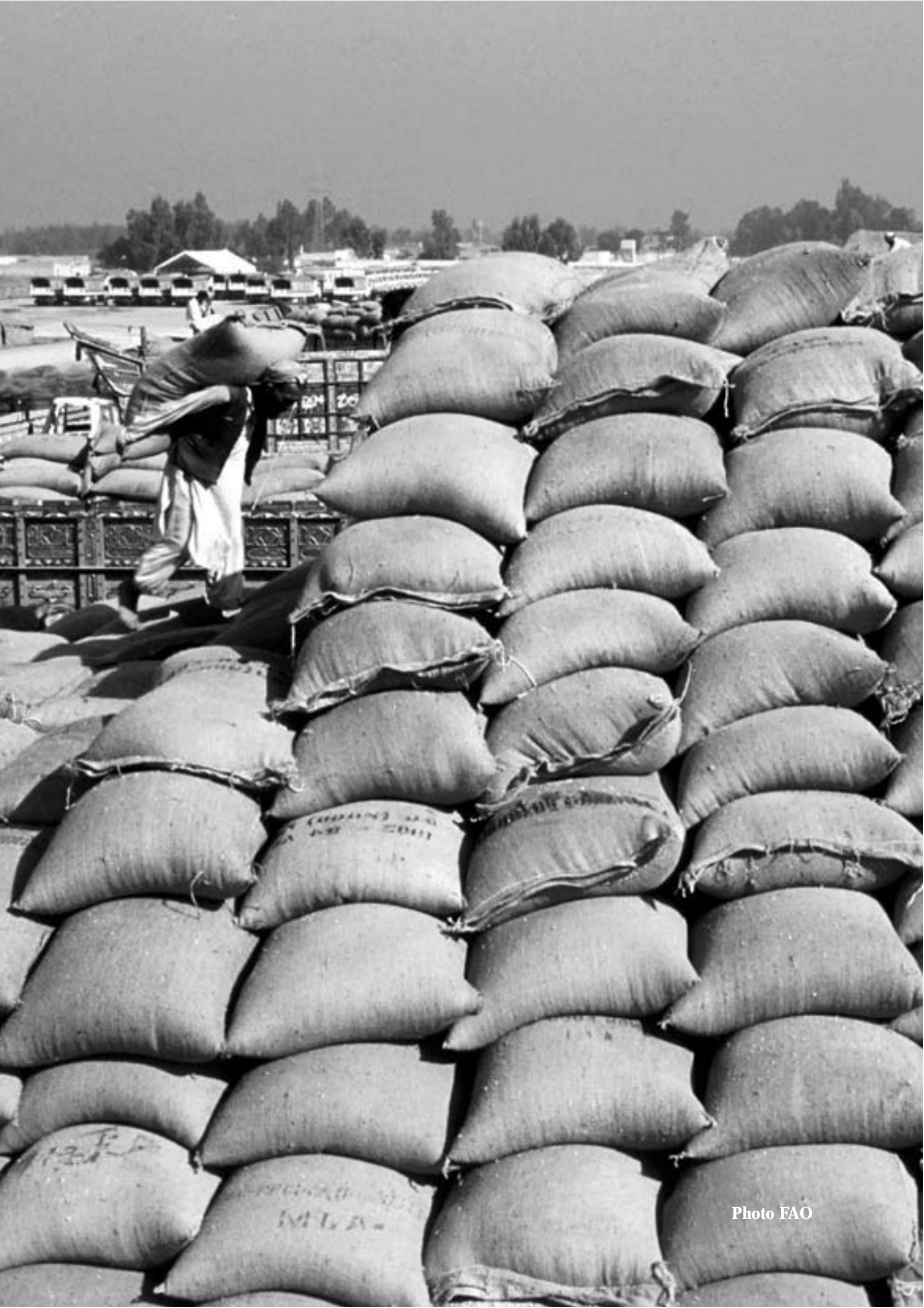


Photo FAO

1

Introduction

L'objectif de ce document est de fournir un ensemble de principes directeurs qui favorisent la prise en compte de la sécurité alimentaire dans les programmes de recherche des Systèmes nationaux de recherche agricole (SNRA). Pour les institutions souhaitant améliorer leur programme de recherche, ces lignes directrices constituent une référence dans leurs efforts de planification stratégique à court ou à long terme. Ces lignes directrices s'adressent tout particulièrement aux décideurs, gestionnaires et scientifiques des Systèmes nationaux de recherche agricole, ainsi qu'à leurs partenaires institutionnels.

1.1 La Conférence électronique et la préparation des documents

Le mandat de développer ces lignes directrices découle du Sommet mondial de l'alimentation des Nations Unies (SMA) qui a eu lieu en 1996. Le Sommet a débouché sur La Déclaration de Rome sur la Sécurité Alimentaire, et sur le Plan d'action du SMA. Des leaders politiques du monde entier se sont engagés à assurer la sécurité alimentaire pour tous, et à éradiquer la faim dans le monde avec comme perspective immédiate, la réduction de moitié du nombre de personnes sous-alimentées d'ici 2015. Le Plan d'action du SMA a prévu plusieurs engagements en faveur de la promotion d'une sécurité alimentaire durable. L'Engagement Numéro Trois prévoit que les Instituts nationaux de recherche agricole incluent la question de la sécurité alimentaire dans leurs programmes de recherche. Afin d'en déterminer les modalités, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Forum mondial de la recherche agricole (GFAR), et le Programme de recherche en collaboration pour la Gestion de l'agriculture durable et des ressources naturelles (SANREM CRSP) ont organisé un dialogue entre les membres de la communauté de recherche et de développement internationale.

La FAO a considéré que les conférences électroniques étaient l'une des façons les plus appropriées pour aborder l'Engagement Trois, Objectif 3.4. Les Conférences électroniques

constituent l'un des moyens les plus adaptés pour rassembler des données et des idées provenant de collaborateurs répartis dans le monde, qui autrement ne pourraient peut-être pas participer à ces délibérations. Ces lignes directrices ont été conçues durant un débat électronique qui a duré six semaines, structuré autour d'un ensemble de questions (Appendice) et fondé sur une méthodologie participative.

La Consultation électronique (3-21 avril 2000)

La FAO, en partenariat avec le SANREM CRSP et en collaboration avec le GFAR, a organisé une consultation électronique en préparation de la conférence électronique. Pendant cette consultation, une trentaine d'experts représentant diverses parties prenantes ont défini les résultats attendus, un cadre conceptuel, les questions-clefs ainsi que les aspects organisationnels de la Conférence électronique.

La Conférence électronique (5 juin-14 juillet 2000)

La Conférence électronique a réuni 400 personnes originaires de 50 pays. Y ont participé: chercheurs, décideurs, administrateurs et scientifiques impliqués dans la gestion des SNRA, et ceux concernés par les priorités de recherche, la mise en œuvre et le suivi des programmes de recherche agricole au niveau national et/ou régional. Des représentants du Groupe consultatif sur la recherche agricole internationale (GCRAI), des organisations non gouvernementales (ONG), des groupes de producteurs, les meilleures institutions de développement et de transfert de technologies, ainsi que la communauté des donateurs y ont également participé.

Les idées, les analyses, les dialogues et les débats qui sont ressortis de cette conférence électronique ont donné matière à l'élaboration des principes directeurs et ont fourni le cadre de la présentation.

A partir de ces deux événements, la littérature récente et des études de cas ont été passés en revue. Une commission d'experts externes des Forums des SNRA, de la Conférence électronique et de la FAO ont passé en revue les lignes directrices. Celles-ci exposent des principes généraux et fournissent des

références aux approches pratiques pour traiter la sécurité alimentaire durable à travers un programme de recherche. Elles n'ont pas la prétention de fournir une thèse en profondeur ni un compte rendu de ce qui se fait de mieux sur le sujet.

1.2 La sécurité alimentaire mondiale: une question de développement durable

Bien qu'il y ait eu plusieurs définitions de la sécurité alimentaire, il s'agit en général de «l'accès pour tous et à tout moment à une quantité de nourriture suffisante pour permettre une vie active et saine». (Food Consumption and Nutrition Division (FCND), 1999; FAO, 1997a; World Bank, 1986). Dans la Déclaration du SMA, les chefs d'Etat et de gouvernement ont réaffirmé «... le droit de chaque être humain d'avoir accès à une nourriture saine et nutritive conformément au droit à une nourriture adéquate et au droit fondamental de chacun d'être à l'abri de la faim». En même temps, il a été promis une volonté et un engagement politiques «.. d'éradiquer la faim dans tous les pays et, dans l'immédiat, de réduire de moitié le nombre des personnes sous-alimentées d'ici à 2015 au plus tard».

À l'approche du bilan quinquennal du Sommet mondial de l'alimentation, il est évident qu'il n'existe pas de solution unique qui permettrait d'assurer une sécurité alimentaire durable. Dans les pays en développement, on estime que 826 millions de personnes n'ont pas assez à manger. Malgré une baisse globale du nombre de gens en situation de précarité alimentaire, la réduction actuelle n'implique pas un progrès mondial uniforme (FAO, 2000a). En effet, les données montrent que pendant la première moitié de cette décennie seuls 37 pays sont parvenus à une réduction du nombre de gens sous-alimentés. Dans les pays en développement, le nombre de gens affamés a même augmenté.

La Déclaration de Rome a formulé sept engagements permettant d'aborder les multiples aspects de la sécurité alimentaire. L'Engagement Trois stipule que «Nous poursuivrons des politiques et des méthodes participatives et durables de développement alimentaire, agricole, halieutique, forestier et rural dans les régions à potentiel élevé comme dans celles à faible potentiel, qui sont essentielles pour assurer des approvisionnements alimentaires adéquats et fiables au niveau des ménages ainsi qu'au niveau national, régional et mondial, et lutterons contre les ravageurs, la sécheresse et la désertification, considérant le caractère multifonctionnel de l'agriculture». Par conséquent, il faudrait que les politiques et programmes agricoles énoncent clairement des mesures de protection et de restauration des ressources naturelles, de renforcement du pouvoir d'achat des populations urbaines et rurales, et de

promotion de la diversification économique et d'une intégration propice des circuits de commercialisation.

La sécurité alimentaire, auparavant une question nationale et internationale de provisions et de flux alimentaires, est devenue aujourd'hui une question s'inscrivant au micro-niveau de l'accès, de la vulnérabilité, du droit et de la répartition à travers des groupes sociaux (Sen, 1981; Berry, 1984). Maxwell et Frankenberger (1992) ont analysé les hypothèses de la définition de la sécurité alimentaire et ont trouvé quatre concepts implicites dans la notion d'«accès sûr à une nourriture suffisante à tout moment», à savoir:

- a) la quantité suffisante de nourriture, définie comme le nombre de calories nécessaires pour mener une vie active et saine;
- b) l'accès à la nourriture, définie comme le droit de produire, d'acheter ou d'échanger de la nourriture, ou encore de la recevoir en tant que don;
- c) la sécurité, définie comme l'équilibre entre la vulnérabilité, le risque et l'assurance;
- d) le temps, où la précarité alimentaire peut être chronique, provisoire ou cyclique.

Il est communément admis que c'est le niveau global de développement du contexte dans lequel les individus et les ménages travaillent pour gagner leur vie qui détermine la disponibilité, l'accès et l'utilisation de la nourriture (USAID, 1995). La sécurité alimentaire dépend, non seulement de la production, des importations et des transferts, mais également des opportunités d'emploi et des revenus, des processus de prise de décision au sein du foyer, de l'allocation des ressources des ménages, de l'utilisation de services de santé, des pratiques relatives à la protection de l'enfance et des rapports entre les sexes (genre) (Johnson-Welch *et al.*, 2000). Les mesures et les effets de la sécurité alimentaire doivent prendre en compte les plus vulnérables au sein des ménages (par exemple les enfants, les femmes et les personnes âgées), en même temps que les groupes sociaux et les régions géographiques plus ou moins privilégiés. Par conséquent, la sécurité alimentaire doit être traitée comme une question de développement multidimensionnel qui exige des interventions de façon intégrée prenant en compte la globalité, la diversité des besoins humains et la disponibilité des ressources.

Une approche holistique récente qui cherche à lier les questions de développement, de durabilité, d'équité et de sécurité alimentaire est le concept de cadre de conditions de vie durables (Ashley et Carney, 1999). Dans ce cadre, la sécurité alimentaire (définie à la fois comme quantité et qualité) est l'un des résultats souhaités des conditions de vie durables en même temps que d'autres aspects du bien-être environnemental et humain. Les conditions de vie durables supportent et survivent aux chocs extérieurs,

se reproduisent sans être dépendants de l'aide extérieure, permettent d'entretenir une productivité à long terme des ressources naturelles et ne nuisent pas aux conditions de vie des autres. Ce concept intègre plusieurs composantes des approches participatives de la recherche et du développement, mais il est innovateur dans la mesure où il met l'accent sur une analyse multiniveaux de la pauvreté, et souligne l'importance de la nécessité de travailler aux niveaux politique et communautaire. Au lieu d'être centré sur les ressources matérielles, il élargit son analyse aux personnes et aux rapports humains en insistant sur les institutions culturelles, le capital social et les capacités humaines dans la détermination du bien-être. Il souligne également le caractère dynamique et divers des conditions de vie, et comment la sécurité alimentaire est plus une fonction des stratégies des ménages qu'une dotation de ressources fixes (Scoones, 1998).

1.3 Rôle des SNRA dans la sécurité alimentaire
L'Engagement Trois, Objectif 3.4 du Plan d'Action de La Déclaration de Rome préconise formellement «... des mesures radicales, en coopération avec le secteur public et le secteur privé, pour renforcer et élargir la recherche et la coopération scientifique dans l'agriculture, la pêche et la foresterie à l'appui des politiques et de l'action menée aux niveaux international, régional, national et local en vue d'accroître le potentiel de production et de conserver la base des ressources naturelles de l'agriculture, des pêches et des forêts, et à l'appui des efforts déployés pour éradiquer la pauvreté et promouvoir la sécurité alimentaire».

Une clause de l'Objectif 3.4 stipule que «les gouvernements, en collaboration avec la communauté internationale et scientifique des secteurs public et privé, selon qu'il conviendra, (...) renforceront les systèmes nationaux de recherche agricole de façon à

développer des programmes coordonnés à l'appui de la recherche pour la promotion de la sécurité alimentaire». Les Systèmes nationaux de recherche agricole ont été identifiés comme étant l'un des mécanismes clefs pour répondre au mandat d'améliorer la sécurité alimentaire durable de la Déclaration de Rome.

Des changements significatifs dans la structure organisationnelle de la recherche agricole sont en cours à cause de divers facteurs parmi lesquels: la diversification des institutions de recherche, l'arrivée de nouveaux acteurs (par exemple les ONG, la communauté civile et celle des affaires), et une recherche agricole dont la complexité et les coûts augmentent sans arrêt à cause des nouveautés scientifiques. Nous sommes les témoins du passage, d'un modèle organisationnel basé sur une grande institution de recherche publique ou Institut national de recherche agricole (INRA), à celui basé sur une infrastructure institutionnelle diversifiée (Byerlee et Alex, 1998). Dans ce nouveau scénario, c'est un ensemble d'institutions qui jouent des rôles différents mais complémentaires pour générer, adapter et disséminer les technologies destinées à améliorer l'agriculture. Ce deuxième modèle renvoie aux Systèmes nationaux de recherche agricole (SNRA).

Les SNRA, comme concept idéal, comprennent toute une panoplie d'institutions et d'activités publiques et privées. Par conséquent, toutes les institutions et entités d'un pays, engagées à présent ou à l'avenir, dans la génération, l'adaptation, la validation, le transfert et l'utilisation des technologies liées à l'agriculture, la sylviculture et la pêche constituent le SNRA de ce pays. Cela inclut les INRA, les instituts spécialisés en matières premières, les universités, les laboratoires de recherche, les organisations de développement, les organisations non gouvernementales, les services de vulgarisation et les utilisateurs de technologie.



Photo FAO

2

Questions ou thèmes clés d'actualité

Afin de s'accommoder à une assistance financière qui ne cesse de s'amenuiser et de capitaliser sur l'avantage comparatif des différents groupes, les institutions de recherche et de développement cherchent de plus en plus fréquemment à établir des partenariats avec des institutions qui, traditionnellement, ne s'engageaient pas dans ces domaines. Les SNRA travaillent en étroite collaboration avec d'autres parties prenantes du Forum mondial de la recherche agricole (GFAR), y compris: les réseaux SNRA aux niveaux régional et sous-régional; les Centres internationaux de recherche agricole (CIRA) du GCRAI; les Instituts de recherche avancés (IRA) des pays développés; les ONG (aussi bien des pays développés que celles des pays en développement); le secteur privé, les organisations d'agriculteurs ou d'exploitants; et les donateurs de la recherche et du développement agricole international. A présent, les Forums de SNRA offrent un mécanisme permettant de traiter l'interaction entre la recherche, la vulgarisation et l'innovation dans le secteur agricole afin de s'assurer que la recherche contribue effectivement à la sécurité alimentaire, à la diminution de la pauvreté, et au développement durable.

2.1 Les défis de la recherche

Les participants de la Conférence électronique ont identifié une série de défis aux aspects multiples auxquels font face actuellement les acteurs engagés dans la recherche agricole et la sécurité alimentaire. Certains de ces défis sont de nature substantiels, tandis que d'autres concernent le processus de recherche proprement dit. Les questions soulevées par les participants se rapportent, entre autres, aux points suivants:

Les défis substantiels de la recherche

- la prise en compte des problèmes d'accès, de production et de nutrition pour une sécurité alimentaire durable;
- l'intégration des ressources naturelles, la sylviculture et la pêche dans la recherche sur la sécurité alimentaire durable;

- la prise en compte du problème de l'agriculture à faible ressources dans des zones marginales – en intégrant les nouveaux domaines de la science (par exemple la biotechnologie, les technologies de la communication et de l'information);
- la prise en compte du problème de la sécurité alimentaire des ménages dans le contexte des stratégies des systèmes alimentaires et en matière de conditions de vie;
- l'adaptation aux changements démographiques – surtout l'urbanisation rapide;
- l'intégration des connaissances locales et les mécanismes de transfert;
- l'intégration des questions non agricoles à la recherche sur la sécurité alimentaire;
- la prise en compte du problème de la sécurité alimentaire sous l'angle de la libéralisation du commerce, la décentralisation, la diversification et les droits de propriété; et
- la prise en considération des aspects liés à la nutrition dans la recherche alimentaire et agricole.

Les défis du processus de la recherche

- l'application des approches de recherche participative orientées sur la demande et centrées sur la personne;
- l'intégration des sciences agricoles, écologiques et sociales dans un paradigme de recherche interdisciplinaire;
- l'intégration des facteurs d'exclusion tels que le genre, l'âge, l'ethnie, la pauvreté et autres;
- l'amélioration des liens entre la recherche et l'élaboration des politiques concernant la sécurité alimentaire durable;
- la modification des rapports entre recherche, éducation et vulgarisation;
- l'identification des rôles des divers acteurs et des institutions, et celle des mécanismes permettant leur intégration;
- le développement des partenariats de recherche avec le secteur privé (i.e. avec l'agro business, les distributeurs d'intrants, etc.);
- la recherche de mécanismes permettant d'améliorer les ressources humaines et

financières au profit de programmes de recherche plus efficaces;

- la décentralisation de la recherche et le rapprochement des plus petites unités de recherche des producteurs;
- la planification de la recherche et l'établissement de priorités;
- l'amélioration des capacités et de la gestion institutionnelles; et
- l'information des politiques sur la recherche, l'agriculture et le développement.

2.2 Les considérations du genre

Un des thème qui a été omniprésent pendant tout le débat concerne la place prépondérante qu'occupe le genre dans les questions de sécurité alimentaire (incluant la production, l'approvisionnement, le traitement, la répartition, et les droits de propriété). Le travail et le revenu des femmes sont indispensables pour assurer la subsistance de leurs familles (Adams *et al.* 1998; Ellis, 1998). En périodes de pénurie ou de crise, lorsque toutes les ressources ou stratégies des ménages sont épuisées, les femmes risquent de travailler encore plus dur, vendre leurs biens personnels, emprunter ou mendier de l'argent auprès de leurs proches et même sauter des repas afin de nourrir leurs enfants.

En zones rurales, les femmes sont souvent les principales productrices de nourriture et cultivent une variété de cultures dans des champs familiaux, ou des jardins potagers. Leurs produits offrent souvent un complément de légumes et de légumes aux denrées de base, ajoutant d'importants éléments nutritifs à l'alimentation familiale. En zones urbaines, elles jouent un rôle essentiel dans l'approvisionnement des ménages en nourriture, à travers une multitude d'activités génératrices de revenus du secteur formel au secteur informel comprenant des stratégies tels que la culture de fruits et légumes dans des potagers, la transformation et le stockage des denrées, ainsi que la cuisson et la répartition des repas quotidiens.

En reconnaissant le problème du genre comme partie intégrale de la sécurité alimentaire, ces lignes directrices incluent les considérations de genre comme partie intégrante de chaque étape de recherche plutôt que de les isoler dans un chapitre à

part. Néanmoins, les besoins et les soucis des femmes demeureront à l'écart des programmes et des pratiques de la recherche, à moins que ceux-ci ne soient éclairés par une conscience collective du rôle clef que joue le genre dans la sécurité alimentaire, et par des efforts soutenus pour les aborder.

2.3 Les limites de la portée

Les défis thématiques et méthodologiques identifiés au cours de la Conférence électronique illustrent la nature multidimensionnelle des questions de sécurité alimentaire ainsi que les complexités inhérentes au processus d'application de la recherche et de la collaboration scientifique. Cependant, l'étendue des questions soulevées ne saurait être exhaustive et n'aborde peut être pas tous les cas de figure susceptibles d'apparaître dans les différents contextes régionaux, nationaux, et locaux où la recherche des SNRA est entreprise.

Ces questions et thèmes n'incluent pas la variété de scénarios auxquels font face les sociétés et gouvernements. Par exemple, bien que l'on ait prêté une attention particulière aux multiples stratégies et mécanismes par lesquels les ménages affrontent la précarité alimentaire chronique et saisonnière pendant le débat de la Conférence électronique, ainsi que dans les lignes directrices énoncées dans ce document, ni la discussion de la Conférence ni ces principes-ci n'ont cherché à aborder de manière spécifique, malgré leur importance, les situations de crise telles que les catastrophes climatiques ou les famines provoquées par les guerres. Ces situations n'apparaissent pas pour deux raisons: d'une part, à cause des ressources humaines et matérielles limitées qui sont à la disposition des SNRA, et d'autre part, à cause des délais plus longs de la recherche, dont les résultats n'arrivent pas toujours à s'appliquer aux urgences imprévues, contrairement au travail humanitaire.

Cependant, les éléments d'information provenant des systèmes d'avertissement rapide de famines ainsi que les organisations non gouvernementales aideront les SNRA à établir les priorités en identifiant les vulnérabilités liées à la topographie et au facteur social, et des stratégies débrouillardes potentiellement efficaces qui pourraient être abordées et améliorées avec la recherche.

Inventaire de la recherche liée au genre au sein du GCRAI

(Feldstein, 1999)

La Conférence mondiale de 1995 à Pékin sur les femmes a attiré l'attention du monde entier sur les contributions des femmes au développement économique, surtout en agriculture. La même année, le Programme d'Analyse de Genre du GCRAI (désormais la Recherche Participative et l'Analyse de Genre ou RPAG) a publié un inventaire de toutes les activités de recherche, de formation et de dissémination d'informations relatives au genre, afin de fournir aux scientifiques au sein des centres internationaux de recherche agricole et des Systèmes nationaux de recherche agricole, des informations relatives aux résultats et activités de la recherche.

L'étude, qui a été remise à jour en 1998, comporte différentes catégories de diagnostics et de caractérisations, des évaluations d'adoption et d'impact, des évaluations de technologies sur le terrain, de la recherche marketing et sur le traitement après-récolte, des expérimentations de technologies conçues expressément pour les femmes, des éléments de méthodologie, lesquels sont différenciés par genre.

L'inventaire est organisé selon 13 catégories qui incluent: 1) L'amélioration du germplasma; 2) Les cultures et les systèmes de cultures; 3) Le bétail et les systèmes de bétail; 4) Les arbres et les systèmes d'arbres; 5) Le poisson et les systèmes aquatiques; 6) La protection de l'environnement; 7) La conservation de la biodiversité; 8) L'amélioration des règles; 9) La formation; 10) La dissémination des informations; 11) La gestion des organisations; 12) Les réseaux; et 13) L'établissement de priorités; la proposition et l'examen de projets. Le plus grand nombre d'entrées concernait les systèmes de cultures (27 pour cent) qui met en relief le rôle clef que jouent les femmes des pays en développement dans la production agricole et alimentaire.

L'étude a montré que l'utilisation de l'analyse de genre est en hausse dans tous les centres du GCRAI (les entrées ont augmentés de 48 pour cent entre 1995 et 1998). Plusieurs centres ont créé des comités et désigné des spécialistes «genre» pour assurer une attention particulière au genre dans leurs programmes. Le genre devient de plus en plus un thème de réflexion pour des formations ou des activités d'atelier ainsi qu'un critère dans l'établissement des priorités, ce qui devrait produire un effet sur les attitudes et les approches des scientifiques du GCRAI et des SNRA, non seulement par rapport aux activités spécifiquement féminines, mais également pour toute la recherche agricole. Par ailleurs, il y a peu d'entrées concernant la gestion et les réseaux, ce qui montre qu'il y a encore beaucoup à faire dans cette direction. Presque tous les centres mettent en place des projets pour répondre aux besoins des femmes pauvres des régions rurales, souvent en coopération avec des ONG ou des associations de femmes. Au Cameroun, l'Institut international pour l'agriculture tropicale (IIAT) travaille pour augmenter le rendement dans les champs à base d'arachides mais aussi aux cultures mixtes cultivées par des femmes. Au Nigeria, l'IIAT développe une variété améliorée de la dolique qui est plus facile à cueillir. Le Centre international de la pomme de terre (CIP) travaille avec des femmes du Kenya pour développer une variété de patate douce permettant la préparation d'encas pour les marchés. Ailleurs, on encourage des femmes à créer de petites entreprises de pisciculture (Bangladesh) ou des entreprises de production de semences pour haricots (Afrique de l'Est) ou de l'orge (Equateur). La compréhension des contraintes de la production liées au genre ainsi que la négociation et les processus de prise de décision au sein des ménages sont perçus comme des terrains privilégiés d'étude. Les études montrent que les femmes sont confrontées à des obstacles qu'il s'agisse de l'accès aux terres, à la formation, aux services de vulgarisation, aux informations et aux technologies. Elles sont, en plus, limitées par les demandes concurrentes de leur labour à cause de leurs responsabilités domestiques. Malgré ces contraintes, certains cas montrent que les exploitations tenues ou exploitées par des femmes peuvent avoir un meilleur rendement que celles des hommes. L'étude suggère que, à cause des handicaps spécifiques des femmes et à d'autres facteurs culturels, il serait peut être judicieux d'avoir pour elles des activités de recherche et/ou de formation distinctes dans certains cas. Le Centre international pour l'agriculture tropicale (CIAT) et le Centre international pour l'amélioration du maïs et du blé (CIMMYT) ont développé une approche «toute la famille» qui vise désormais tous les membres du foyer.



Photo FAO